alpMedia Newsletter N° 2/2018



Cure de rajeunissement pour l'agriculture de montagne



La transmission des petites exploitations agricoles de montagne devient de plus en plus difficile. © Uwe Häntsch_flickr

De moins en moins de jeunes veulent devenir agriculteurs. Si une exploitation ne trouve pas de repreneur, son activité s'arrête. Le monde agricole est en manque de reconnaissance et d'incitations, des politiques européennes jusqu'à la recherche de partenaires.

« Les agriculteurs qui quittent leur ferme reviennent rarement », constate Rok Damijan, président de l'Association slovène des jeunes agriculteurs (ZSPM). Le secteur agricole slovène connaît la même évolution que celui des autres pays alpins : depuis 1981, plus de la moitié des exploitations agricoles ont fermé, souvent parce qu'elles n'ont pas trouvé de successeur. La tendance au déclin se poursuit.

Les petites exploitations de montagne sont particulièrement touchées par ce phénomène.

L'agriculture de montagne contribue à la sécurité alimentaire locale et à la protection de l'environnement. Elle aide à développer l'espace rural et entretient le patrimoine culturel. La Convention alpine exige dans le protocole « Agriculture de montagne » que ces prestations soient prises en compte. La politique agricole commune de l'Union européenne prévoit des mesures pour l'agriculture de montagne et a récemment mis en place des aides pour les jeunes agriculteurs. Ces incitations ne suffisent cependant pas à compenser les handicaps de l'agriculture de montagne par rapport aux zones de plaine. Les conditions topographiques sont trop difficiles, la taille des exploitations insuffisante, le prix des terres trop élevé.

L'argent ne suffit pas

En plus d'un soutien financier, le secteur agricole a besoin de stratégies locales de production et de commercialisation, ainsi que d'une reconnaissance internationale des produits de l'agriculture soutenable et des petites exploitations, comme l'exige la CIPRA depuis des années. La coopération avec d'autres secteurs comme le tourisme, l'artisanat, la sylviculture et l'énergie peut également avoir un impact stimulant. L'agriculture de montagne va mieux dans les territoires qui ont développé des activités touristiques. Le tourisme permet aux exploitants d'exercer une activité complémentaire et de commercialiser sur place leurs produits et services. Les fermes et les paysages culturels bien entretenus sont à leur tour un atout pour le tourisme.

L'agriculture de montagne se développe mieux dans un espace rural vivant. Rok Damijan voit des opportunités dans les rencontres que la ZSPM essaye de mettre en place pour les jeunes agriculteurs. « Nous voulons leur montrer qu'ils ne sont pas seuls. » Ces rencontres sont aussi un moyen d'aider les jeunes à trouver un ou une partenaire. « Elles aident les jeunes à rencontrer quelqu'un qui connaît bien

la vie de la ferme. La recherche de partenaires est un thème important pour les jeunes agricultrices et agriculteurs. »

Sources et informations complémentaires :

www.zspm.si/index.php (sl), www.cipra.org/fr/publications/336 (de, fr, it, sl), www.researchgate.net/publication/311649639 Entwicklung der Landwirtschaft im Alpenraum (de), www.alpconv.org/fr/convention/smallbites/mountainfarming, ec.europa.eu/agriculture/cap-funding/young-farmers_fr, www.sbb.it/home/news-detail/index/2017/04/27/starke-position-f-r-europ-ische-berggebiete (de), bayern.de/wp-content/uploads/2016/11/17_05_03-projektblatt-ag-6-zukunftswerkstatt-berglandwirte.pdf (de)

Point de vue : Politique énergétique : la Slovénie manque le coche



Ogrin Matej, Président de CIPRA Slovénie

Dans le domaine de la production et de la consommation d'énergie, l'heure est aujourd'hui à des politiques fondées sur des critères de durabilité. Avec son nouveau programme énergétique, la Slovénie s'accroche à de vieilles recettes, dénonce Matej Ogrin, Président de CIPRA Slovénie.

Le programme énergétique adopté par le gouvernement slovène ne répond pas aux critères de la transition vers un système énergétique

durable et n'est pas orienté vers une société inspirée par les principes du développement soutenable. Il ne contient pas non plus d'objectifs concrets. Le programme doit encore être voté par le Parlement.

Les impacts du changement climatique sur les écosystèmes et donc sur les potentiels énergétiques sont occultés. Les concepteurs ne tiennent pas compte en particulier des nouvelles dynamiques de la disponibilité de la ressource en eau, qui joue aujourd'hui un rôle crucial dans les modes de production d'énergie conventionnels.

Le nouveau programme repose sur la réduction des combustibles fossiles par le recours à l'énergie nucléaire. Il contredit ainsi les principes de la durabilité globale. La lutte contre le changement climatique ne doit pas justifier les risques encore plus importants engendrés pour les humains et l'environnement par l'utilisation de l'énergie nucléaire.

Le programme n'incite pas à utiliser efficacement l'énergie. Il prévoit par exemple l'électrification du trafic, mais ne contient pas de mesures pour améliorer l'efficacité énergétique dans la mobilité. Il serait nécessaire notamment de développer les transports publics ou de réduire les besoins de mobilité en changeant les modes de vie.

Si le Parlement confirme ce programme énergétique, la Slovénie aura manqué l'occasion de s'équiper pour l'avenir en tant que petit pays doté d'une économie agile et d'un système énergétique durable. C'est son devoir de participer à la transformation des Alpes en une région énergétiquement soutenable.

Entre désir de détente et pression d'aménagement



Une tradition artisanale devenue une attraction touristique : les « Pletnas » (barques traditionnelles) de Bled/SI. © Obcina Bled Peu de thèmes suscitent des débats aussi animés que le tourisme alpin. Fin mai 2018, CIPRA International et le Réseau de communes « Alliance dans les Alpes » invitent à un échange d'idées et d'opinions sur cette thématique à Bled/Slovénie.

Le tourisme a apporté une relative prospérité aux Alpes. Il reste une importante source de revenus pour de nombreux territoires, mais engendre aussi des défis comme le sur-aménagement ou la croissance non maîtrisée. La présence d'un trop grand nombre de touristes, le bruit engendré par les fêtards et l'engorgement des routes lors des chassés-croisés des vacances alimentent le

scepticisme croissant des populations locales vis-à-vis du tourisme.

Ces questions seront abordées lors de la conférence thématique organisée conjointement par la Commission Internationale pour la Protection des Alpes (CIPRA) et le Réseau de communes « Alliance dans les Alpes » les 25 et 26 mai 2018 à Bled/SI.

Kaspar Schuler: un nouveau renfort pour les Alpes



Un nouveau directeur pour CIPRA International : Kaspar Schuler. © Peter Lüthi

Kaspar Schuler prend la tête du secrétariat de CIPRA International à Schaan/LI. Le ressortissant suisse apporte avec lui de longues années d'expérience et de nombreuses compétences dans le domaine de l'environnement, dernièrement en tant que directeur par intérim de Greenpeace Suisse.

Âgé de 59 ans, Kaspar Schuler a œuvré avec succès pour le développement durable dans différentes fonctions : en tant qu'alpagiste, dans le cadre de la Fédération des organisations

environnementales grisonnaises, chez Greenpeace ou en tant que consultant en développement organisationnel. Directeur de Greenpeace Suisse pendant de nombreuses années, il a contribué à faire évoluer l'organisation d'un mouvement orienté à l'origine sur des actions spectaculaires en une organisation environnementale reconnue à tous les niveaux.

En prenant la direction de CIPRA International, Kaspar Schuler se concentre désormais entièrement sur les Alpes. « Lorsqu'on évolue en montagne, deux comportements sont essentiels : être solidaire au sein de la communauté, et trouver sa propre voie en tant que communauté » souligne Kaspar Schuler. « Je me réjouis de contribuer au développement durable de la région alpine dans ce contexte, qui est aussi un contexte européen.

Kaspar Schuler prendra ses fonctions à la tête de CIPRA International en juin 2018. Il succède à Andreas Pichler, qui relève un nouveau défi professionnel au Vorarlberg/A. Originaire du Tyrol du Sud, ce dernier a intégré la CIPRA en 2015 et a contribué de façon significative au développement de l'organisation, en particulier avec l'élaboration d'une nouvelle stratégie et la pérennisation de la situation financière.

Bourg-les-Alpes : ces communes qui façonnent l'avenir



Les communes sont le fondement de la qualité de vie dans les Alpes. © Johannes Gautier

Comment les communes gèrent-elles l'aménagement du territoire, la diversité naturelle, le dépeuplement ? Quelle est la signification du bonheur pour la société ? Le numéro actuel d'Alpenscène montre comment les communes alpines construisent leur avenir.

Les villages et les villes font face à de nombreux défis. Ils veillent d'une part au bon fonctionnement de la vie publique, prêtent une oreille attentive aux citoyennes et citoyens, édictent des règlementations et veillent à limiter les dépenses publiques. D'autre part, ils sont tenus de respecter le droit supérieur, d'entretenir de

bonnes relations avec leurs communes voisines et de se placer dans la concurrence globale entre territoires. Dans les Alpes, les différences entre les régions d'une part et entre les habitant(e)s d'autre part, se sont renforcées. Les communes situées à la périphérie alpine, le long d'axes de transport majeurs, luttent contre le trafic et la pression foncière, tandis que dans les territoires plus isolés, le vieillissement et l'émigration sont sources d'inquiétude. Comment les communes alpines peuvent-elles maîtriser ces défis ? Le dernier numéro d'Alpenscène : « Bourg-les-Alpes – Ces communes qui façonnent l'avenir » se penche sur cette question.

Les articles du cahier thématique présentent de nombreux exemples de bonnes pratiques dans les différents champs thématiques d'alpMonitor: nature et être humain, aménagement du territoire, tourisme, habiter et travailler ou innovation sociale, et donnent la parole à des expertes et des experts. Frastanz/A œuvre par exemple dans le domaine de la diversité naturelle, Sonthofen/D explore les possibilités d'utilisation des friches militaires, La Grave/F discute l'avenir des infrastructures, Valendas/CH expérimente de nouvelles voies pour redonner vie au village et Ostana/I se réinvente. Luzia Martin-Gabriel, maire de Sonntag/A, explique comment elle lance des idées neuves dans son village. Jana Salat, chercheuse en anthropologie du bonheur, parle du rôle du bonheur dans notre société. Un autre article éclaire les approches scientifiques du bonheur sous l'angle de la psychologie, de la philosophie, de la neurologie, de la politique et de l'économie.

Sources et informations complémentaires :

www.cipra.org/alpenscene, www.cipra.org/fr/alpmonitor

Des projets d'intégration récompensés dans les Alpes



Le projet PlurAlps associe la pluralité culturelle, l'innovation sociale et le développement des Alpes. © Caroline Begle/CIPRA International

Quels modèles de succès et quelles approches réussies dans le domaine de l'intégration et de la migration peuton identifier dans les Alpes ? 40 projets et initiatives mis en œuvre dans l'Arc alpin ont posé leur candidature au concours 'Alpine Pluralism Award 2018' et montrent les différentes facettes de l'intégration dans les Alpes.

Design textile, marketing internet, littérature : des projets slovènes proposent des formations à des femmes issues de l'immigration et encouragent le dialogue interculturel. En Italie, des réfugiés reboisent une châtaigneraie laissée à l'abandon, participent à un projet d'agriculture collective ou produisent du savon biologique. En

Autriche, des communes aident les nouveaux arrivants à trouver un emploi et des associations proposent des cafés linguistiques, des séminaires de formation et un échange social. Ce ne sont que quelques-uns des nombreux projets candidats au Pluralism Award 2018, qui récompense dans le cadre du projet PlurAlps des activités sur le thème de l'intégration et de la migration.

Les initiatives les plus prometteuses de l'Arc alpin seront récompensées dans le cadre de la conférence PlurAlps les 16 et 17 mai 2018 à Turin/I. Les représentants des milieux économiques, de la politique et de la société civile et toutes les personnes intéressées par le thème de l'intégration et de la migration sont invités à participer aux débats et à se laisser inspirer par ces initiatives alpines. La conférence est intégrée dans le projet Interreg Espace Alpin PlurAlps, dans lequel la CIPRA et d'autres partenaires montrent des voies possibles pour encourager la pluralité culturelle, l'innovation sociale et le développement dans les Alpes. La vidéo du projet présente les objectifs des partenaires et invite à participer aux initiatives.

Présentation des projets de l'Alpine Pluralism Award 2018 : <u>www.alpine-space.eu/projects/pluralps/en/pluralism-award</u> (en).

Inscriptions à la conférence sur le pluralisme à Turin/I : www.alpine-space.eu/project-event-details/en/2183 (en)

Sources et informations complémentaires : www.alpine-space.eu/pluralps (en)

PlurAlps: Migration, diversité culturelle et pluralisme - une chan...



Pyeongchang, Pékin, Sion? Les Jeux olympiques sont un modèle dépassé



La piste olympique de bobsleigh de « Turin 2006 » est l'un des nombreux sites olympiques qui n'ont pratiquement plus servi après les Jeux. © CIPRA Italie / Francesco Pastorelli À peine les Jeux olympiques d'hiver viennent-ils de s'achever en Corée du Sud que la discussion sur l'organisation des Jeux reprend de plus belle dans les Alpes. En juin 2018, la population du canton suisse du Valais est appelée à voter sur la candidature de « Sion 2026 ».

Il n'y a plus eu de Jeux olympiques dans les Alpes depuis « Turin 2006 ». Les candidats de la plate-forme valaisanne pour « Sion 2026 » veulent mettre fin à cette abstinence. Ils vont tenter de franchir un premier obstacle le 10 juin 2018 avec le vote de la population du Valais sur la candidature du canton. Récemment, des votes similaires ont eu des résultats négatifs à Innsbruck/AT, à Munich/D et dans les Grisons/CH.

Le Comité International Olympique (CIO) promet dans son « Agenda 2020 » des Jeux de dimension plus restreinte. À « Pyoengchang 2018 », plus de 100 disciplines étaient représentées. De nouvelles disciplines devraient s'y ajouter à « Pékin 2022 ». Les retombées économiques des Jeux sont de courte durée. Les régions défendent leur candidature avec des destinations de sports d'hiver déjà réputées, tandis que les régions périphériques s'endettent et doivent entretenir des sites de compétition qui ne sont pratiquement plus utilisés après les Jeux. C'est ce qui est arrivé par exemple dans les vallées italiennes de Suse et de Chisone après les Jeux de « Turin 2006 », comme le montrent les récits des expériences passées présentés sur le site http://www.cipra.org/fr/dossiers/les-jeux-olympiques.

« Les 40 recommandations de 'l'Agenda 2020' sont uniquement destinées à convaincre les pays occidentaux de reprendre le flambeau », critique Katharina Conradin, présidente de CIPRA International. Stefan Grass, secrétaire de l'Association des organisations environnementale grisonnes, organisation basée à Coire/CH, est tout aussi sceptique : « Les Jeux doivent être entièrement refondés pour s'inscrire dans une nouvelle démarche holistique ». Aucune nouvelle orientation des Jeux n'apparaît dans les propositions soumises en vue de l'organisation de l'événement en 2026 en Suisse. « Nous rejetons donc catégoriquement toute participation de la Confédération à 'Sion 2026'. »

Sources et informations complémentaires : www.cipra.org/fr/positions/120,

De nouvelles pratiques pour des territoires en mutation



Laboratoire de la vallée de Suse : la photographe Laura Cantarella ouvre de nouvelles perspectives. © CIPRA Italie Un échange d'idées a été lancé en 2014 avec des administrateurs et des entrepreneurs de la vallée de Suse en Italie. Les résultats de ces échanges viennent d'être publiés.

Le Haut Val de Suse dans les Alpes piémontaises s'est transformé en 2014 en un « laboratoire alpin pour le développement soutenable ». Ce territoire en mutation, formé d'un tissu d'espaces urbains et montagnards, a expérimenté de nouvelles formes de dialogue et d'échanges au sein de la communauté. À partir d'idées et de visions souvent radicalement différentes, des pratiques innovantes, de

nouvelles formes d'entrepreneuriat et d'autres perspectives de la montagne ont été formulées, loin des stéréotypes habituels.

Ces réflexions pourraient devenir la pierre d'angle d'une nouvelle politique pour la vallée et au-delà : Markus Reiterer, Secrétaire général de la Convention alpine, en est convaincu. Il a encouragé CIPRA Italie, responsable de la conception de ce laboratoire alpin, à diffuser ces pratiques dans le reste des Alpes et à analyser leur transférabilité à d'autres territoires alpins.

Des représentants des entreprises et des administrations ont participé aux échanges d'idées. Au fil du temps, le format a été développé et d'autres participants ont été invités à y participer, en particulier des lycéens et la population de la vallée. Une publication vient de paraître sur cette initiative expérimentale qui s'est déroulée de 2014 à 2017. Elle est enrichie de photos de l'exposition « Sospensioni » (« Suspensions »), organisée également dans le cadre de l'initiative du Val de Suse. Le projet a été soutenu par la Fondation « Compagnia di San Paolo ».

Sources et informations complémentaires : www.torinoelealpi.it/secondo-laboratorio-alpino-di-cipra-italia-ad-oulx/ (it), www.dislivelli.eu/blog/terzo-laboratorio-alpino-di-cipra-italia-in-alta-val-di-susa.html (it)

La Cour des comptes épingle les domaines skiables



La Cour des comptes qualifie l'enneigement artificiel dans les domaines skiables de « partiel et onéreux ». © CIPRA International

Qui profite du ski ? En France, les domaines skiables sont dans le viseur de la Cour des comptes : les stratégies à court terme ne sont pas rentables.

Depuis l'adoption de la loi « Montagne » en 1985, les communes ou intercommunalités ont été érigées en autorités organisatrices des stations de ski françaises. Les bénéfices générés par les domaines reviennent pourtant en grande partie aux exploitants, parmi lesquels de grands groupes comme la « Compagnie du Mont-Blanc ». Comme le pointe le rapport annuel de la Cour des comptes qui vient d'être publié, les communes de taille relativement petite n'ont souvent pas les moyens adaptés pour la négociation et la maîtrise de contrats de

concession de durée excessive, signés parfois pour plusieurs décennies.

Selon la Cour des comptes, des adaptations sont urgentes et nécessaires, en particulier pour faire face au changement climatique. Bien que les Sages aient déjà publié en 2011 plusieurs préconisations dans un rapport consacré aux domaines skiables, la plupart des exploitants n'ont toujours pas adapté leur stratégie au changement des conditions climatiques. D'après le rapport actuel, elles restent aujourd'hui axées sur des profits rapides et à court terme. Alain Boulogne, vice-président de CIPRA France, salue la lucidité de l'État : « Il y a un double pas de temps : le temps immédiat, la saison qui arrive et tant qu'on est encore en bonne santé financière il faut s'organiser pour le long terme. »

La Cour des Comptes critique en particulier les coûts très élevés des investissements pour l'enneigement artificiel. Initialement destinée à compenser des manques ponctuels, la neige de culture est aujourd'hui généralisée avec un taux d'équipement des stations françaises de plus de 30 %. Selon le rapport, ces investissements sont « partiels et onéreux » car ils concernent uniquement le tourisme du ski. En outre, l'énorme consommation d'eau potable affecte directement la société et la nature.

Sources et informations complémentaires : www.ccomptes.fr/sites/default/files/2018-01/14-stations-ski-alpes-nord-face-rechauffement-climatique-Tome-2.pdf, www.alti-mag.com/alti-actus/stations-de-ski-que-dit-la-cour-des-comptes-dans-son-rapport-2018, www.franceinter.fr/sciences/climat-le-ski-est-il-deja-mort, www.lechotouristique.com/article/face-au-rechauffement-climatique-la-cour-des-comptes-demande-aux-stations-detre-solidaires

Haro sur les hélicoptères

À une époque de déclin du tourisme hivernal, l'héliski est censé apporter des revenus supplémentaires. Il coûte aux passionnés de sports quelques centaines d'euros, mais c'est la nature qui en paie le prix fort. (c)



Hélitourisme : la nature paye le prix fort. © Roderick Eime flickr

Les amateurs de sports d'hiver fortunés se font déposer confortablement sur les sommets en hélicoptère; l'héliVTT est la tendance du moment et le géant du VTC Uber propose des vols en hélicoptère à la demande, par exemple au moment de la descente du Hahnenkamm à Kitzbühel/A. Dans le domaine de l'hélitourisme, l'offre et la demande sont en forte augmentation bien que les déplacements aériens soient la forme de mobilité la plus énergivore. « Du point de vue environnemental, le bruit, mais aussi l'invasion dans des paysages de montagne encore vierges représentent des nuisances massives », déclare Maren Kern, nouvelle directrice de Mountain

Wilderness Suisse. La Suisse dispose actuellement de plus de 42 places d'atterrissage en montagne (PAM). Le Tribunal administratif fédéral a conclu récemment dans un arrêté que la fixation des places d'atterrissage adoptée en 2014 présentait de graves lacunes juridiques. 22 places d'atterrissage situées dans le périmètre d'espaces protégés nationaux devront être réexaminées. « Ces places doivent être définitivement supprimées », exige Mountain Wilderness.

En Italie, la réglementation est similaire à celle de la Suisse. Les règles très favorables à l'héliski permettent en outre aux voisins français de pratiquer l'héliski « par la porte de derrière » : l'héliski est interdit en France, mais à Val d'Isère, les skieurs sont déposés en hélicoptère du côté italien de la vallée avant de redescendre à ski vers la station française. En Allemagne et en Autriche, l'hélitourisme est également interdit, mais une exception a été faite pour l'Arlberg : deux sommets sont accessibles en hélicoptère pendant la semaine.

Sources et informations complémentaires : mountainwilderness.ch/fr/actuel/detail/artikel/aufhebung-von-zwei-gebirgslandeplaetzen-rechtswidrig-warum-es-die-umweltverbaende-trotzdem-freut/, diepresse.com/home/wirtschaft/eco1848/5350956/Uber-bietet-in-Oesterreich-erstmals-Helikopterfluegean (de), www.blick.ch/news/schweiz/umweltschuetzer-toben-wallis-erlaubt-heli-biking-id7744359.html (de)

Oh...



© Brian Scott_flickr

Faire la chasse aux drones télécommandés avec des aigles : ce mode inédit de surveillance de l'espace aérien est actuellement expérimenté par la police à Genève/CH.

Elle a acheté à cet effet deux œufs d'aigles et a confié les petits à un éleveur. À la fin de leur éducation, les deux rapaces sont censés obliger les drones à atterrir. L'armée française et la police néerlandaise ont déjà fait leurs premières expériences avec cette

méthode peu orthodoxe. Aux Pays-Bas, le programme a dû être interrompu en raison du manque d'obéissance des animaux. Il reste à espérer que les individus vivant à l'état sauvage continueront d'être respectés. Ou y aura-t-il bientôt dans les Alpes des bouquetins dressés à faire tomber de leur selle les amateurs de VTT électrique ?

Sources: www.luzernerzeitung.ch/nachrichten/schweiz/adler-gegen-drohnen-in-genf;art46447,1206625, www.nzz.ch/panorama/der-adler-ist-und-bleibt-koenig-der-alpen-1.18294802, www.weidwerk.at/upload/archiv/steinadler.pdf

Agenda

18ème Congrès de la Fédération française des Usagers de la Bicyclette, 15.-18.03.2018, Lyon/F. <u>En savoir plus...</u>

Energy cities - Conférence annuelle, 18.-20.04.2018, Rennes/F. En savoir plus...

2ème Salon bio des Alpes, 22.04.2018, Gap/F. En savoir plus...

PlurAlps Conférence 2018, 16.-17.05.2018, Turin/I. En savoir plus...

Conference annuelle 2018, 25.-26.05.2018, Bled/SL. En savoir plus...